

Actualité | Reportages

## Au Brésil, dans l'enfer des prisons d'adolescents

São Paulo LAMIA OUALALOU.

Publié le 03 avril 2007

Actualisé le 03 avril 2007 : 08h48

**Le système carcéral brésilien, secoué par de violentes révoltes en 2006, est l'un des plus rudes au monde. Y compris dans les unités réservées à l'accueil des tout jeunes délinquants : c'est l'école du crime et de tous les trafics avec, souvent, la complicité des gardiens. La situation ne cesse d'empirer dans l'indifférence générale, comme le prouve l'exemple de São Paulo.**

Helena de Araujo est une femme brisée. L'air hagard, elle peine à comprendre la sentence que le tribunal de São Paulo vient de lui communiquer : la Fondation du bien-être du mineur (Febem) est condamnée à lui verser 100 000 reals (36 320 euros) pour la mort de son fils, Tiago. Elle tente de raconter son histoire, balbutie, gémit, s'arrête. Eloisa Machado, son avocate, prend le relais : « *Tiago a été arrêté par la police en possession de drogue, il était dépendant. Il a été interné à la Febem le 14 avril 2004.* » Helena reprend la parole : « *Quand j'allais le visiter, mon fils se murait dans le silence, il ne voulait plus me voir, il ne sortait plus de sa cellule.* »

Tiago avait déjà effectué un séjour à la Febem, un an auparavant, pour un vol de voiture. Y retourner lui était insupportable. « *Il a confié à ses compagnons qu'un de ces jours, il allait se suicider. Les fonctionnaires de la Febem se moquaient* », poursuit l'avocate. Le 12 août 2004, enfermé dans une cellule d'isolement, Tiago s'est pendu. Il avait 18 ans.

La tragédie de Tiago n'est pas isolée. Depuis trois ans, Conectas, l'association d'avocats où travaille Eloisa Machado, a enregistré la mort de 32 adolescents dans des unités de la Febem. « *Certains se suicident, d'autres meurent brûlés pendant des révoltes, tués par leurs gardiens ou par d'autres jeunes* », dit-elle. Née dans les années 1970, la Fondation, qui accueille les adolescents de 12 à 18 ans « *en conflit avec la loi* », selon la terminologie officielle, est depuis des années sous le feu des attaques d'associations qui dénoncent les mauvais traitements, la torture et l'éducation inexistante. En vain.

Ce que la loi avait conçu comme un centre de rééducation est devenu un enfer, une prison souffrant des mêmes maux que le reste du système carcéral brésilien. « *La torture commence dans les commissariats, surtout à l'encontre des jeunes, pauvres et noirs* », explique Fernando Salla, du Centre d'études sur la violence de l'université de São Paulo.

L'adolescent appréhendé par la police est parqué dans des unités provisoires. « *Il est censé y rester cinq jours au maximum, or le séjour dure souvent deux mois* », accuse Wilson Tafner, promoteur d'une meilleure justice pour l'adolescence. Il montre les photos prises lors d'inspections : « *Quand la nuit tombe, on met des matelas à même le sol, ils dorment serrés, tête-bêche. À chaque fois, j'ai l'impression de voir la soute d'un navire négrier.* »

Le transfert dans l'unité de la Febem proprement dite vire au cauchemar, ainsi que le confient sept adolescents réunis dans un local de Cedeca, une ONG qui oeuvre à la réinsertion de jeunes ex-détenus de Sapopemba, un des quartiers les plus déshérités de São Paulo.

Joao, un gaillard de 18 ans, vêtu d'un débardeur qui laisse entrevoir ses tatouages, a passé un an et seize jours dans une unité de la Febem. Il raconte : « *Quand je suis arrivé, ils m'ont enfermé dans une cellule d'isolement trois jours, c'est le traitement pour les nouveaux.* » Il dénude son dos pour montrer les cicatrices laissées par des coups de fouet.

La douche ne fonctionne que quelques heures par jour, les toilettes sont insalubres. « *Quand ça se détériore trop, on organise une rébellion, et on casse tout, ça attire la presse* », ajoute Marcos, un petit brun trapu. Tous explosent d'un rire nerveux lorsqu'on les interroge sur les cours et activités dispensés dans le centre. « *Les gamins restent jusqu'à trois ans dans la Febem ; quand ils sortent, ils savent à peine lire et écrire, dénonce Sueli Santiago dos Santos, la directrice de Cedeca. Comme ils s'ennuient, une des activités est de choisir un adolescent par jour, parmi les plus jeunes, pour le torturer.* » Elle prend à témoin Luiz, un petit bonhomme de 14 ans, qui acquiesce avant de détourner le regard.

Au fil des années, la Febem s'est transformée en école du crime. Les petits délinquants entrés pour un vol à la tire en sortent en professionnels du braquage, de l'enlèvement et du meurtre. Maria Lourdes Trassi, psychanalyste, raconte comment ils plongent : « *Ils sont soumis à un processus de déshumanisation. Ils sont torturés, humiliés. Ils ont faim. Quand ils sortent, la société les rejette. Le crime organisé leur donne des moyens, une arme et, surtout, une identité, celle de la bande.* »

Interrogée, la Febem assure que la situation s'améliore. Elle prend pour exemple la construction de petites unités de 60 adolescents, qui remplacent les centres où ils s'entassaient par centaines. Mais Wilson Tafner balaye ces allégations d'un revers de main : « *C'est de pire en pire. Comme dans les prisons pour adultes, la Febem accepte dans plusieurs centres de déléguer son pouvoir à une poignée de jeunes. Ces leaders ont droit à des téléphones portables, peuvent recevoir la visite de filles ; en échange, ils s'engagent à maintenir l'ordre et à éviter les rébellions.* »

Un nouveau vocabulaire a fait son apparition dans les centres : « *voz* », « *faxina* », « *disciplina* » (la voix, le nettoyage et la discipline). Tels sont les trois étages de la hiérarchie. La voix, c'est le chef incontesté des adolescents, leur porte-parole dans les discussions avec la direction. Le nettoyage rassemble les jeunes chargés de la propreté et de la distribution de la nourriture, ce qui leur donne du pouvoir et la liberté de circuler. La discipline est assurée par les médiateurs, chargés de punir les récalcitrants.

C'est exactement la structure du Primeiro Comando da Capital (PCC), le gang des prisons qui a semé la terreur à São Paulo en mai 2006, en commandant une vague de violences prenant pour cibles les forces de l'ordre et provoquant la mort de 300 personnes. Né au début des années 1990, le groupe a gagné en importance en négociant avec les directeurs de prison le maintien de l'ordre. Dépassés par l'explosion de la population carcérale - le Brésil comptait 120 000 détenus en 1993 contre 360 000 aujourd'hui -, les États régionaux dont dépendent les questions de sécurité ont fermé les yeux sur la croissance du gang, notamment dans l'État de São Paulo, le plus répressif.

Au coeur de la Febem, où le nombre d'internes a également connu une croissance vertigineuse (2 000 adolescents en 1995, 7 000 l'année dernière), le PCC est devenu un objet de fascination. Wilson Tafner a découvert horrifié, lors de ses dernières visites, les prières au PCC. Réunis en cercle à la nuit tombée, les jeunes commencent par déclarer un « Notre-Père » avant d'enchaîner sur des cris exaltant l'action du PCC et promettant la mort des policiers.

Concessao Paranele, directrice d'une association de mères d'internés de la Febem, confirme : « Depuis les attaques du mois de mai, les leaders du PCC sont devenus les idoles, car ils ont montré qu'ils étaient capables de déstabiliser la police. » La sortie clandestine d'un CD de quinze chansons violentes, le « Funk PCC 2006 », en vente sur les trottoirs de São Paulo, confirme l'ancrage du gang parmi les jeunes marginaux de la ville. Sous couvert d'une lutte pour l'amélioration des conditions de vie des détenus, le PCC est devenu la principale mafia de la capitale économique. « Il contrôle tout, la drogue, le trafic d'armes, la prostitution », confie un ex-prisonnier qui tient à garder l'anonymat, « pour ne pas mourir ».

Il confirme que les prisonniers doivent verser de l'argent tous les mois au PCC pour ne pas être inquiétés. Les contributeurs sont aussi nombreux à l'extérieur, « comme ça, le jour où on tombe, on sait qu'on sera mieux traité en prison ». C'est ce réseau qui a permis en mai, juillet et août 2006 au chef du PCC de paralyser São Paulo d'un simple coup de fil, en commandant des attaques simultanées dans tout l'État.

« Changer les conditions de vie des prisonniers ferait perdre son pouvoir au PCC, cela n'intéresse aucun politique, ne rapporte rien électoralement », pointe l'universitaire Fernando Salla. La population brésilienne, conservatrice et marquée par les inégalités, accepte mal que les autorités dépensent leur budget pour des détenus alors que, dehors, on manque de tout. « La société est encore plus intolérante à l'égard des jeunes, estimant qu'un gamin qui vole est condamné à être un criminel toute sa vie, et qu'il ne sert à rien de lui donner une deuxième chance », ajoute Salla.

Laisser la situation se détériorer rapporte, en revanche, beaucoup aux acteurs du système. Wilson Tafner a déjà assisté à plusieurs rébellions provoquées par les gardiens, qui négocient ainsi le paiement des heures supplémentaires.

Sueli Santiago dos Santos en est convaincue : « Personne n'a intérêt à ce que la situation s'améliore. En maintenant la tension au sein des unités, on est sûr qu'un jour ou l'autre les adolescents vont tout casser. Il faut, à chaque fois, reconstruire, racheter des meubles, sans aucun contrôle, en donnant des marchés aux amis. »

L'indifférence des politiques est également sensible dans le système judiciaire. La Febem a bien été condamnée pour la mort de Tiago, mais l'indemnisation est négligeable. « 100 000 reals, c'est l'équivalent de 300 salaires minimums. L'amende en cas de diffamation contre un juge est de 3 000 salaires minimums. C'est comme signifier à Helena que la vie de son fils ne valait rien », s'emporte Eloisa Machado. De toute façon, Helena de Araujo n'est pas près de toucher cet argent. Le tribunal prend en moyenne dix ans pour confirmer une sentence, et l'État de São Paulo paye avec six ans de retard en moyenne. Helena sera, dans le meilleur des cas, indemnisée en 2022. Son fils aurait eu 36 ans.

LE FIGARO.fr

Actualité. Economie. Sports. Culture Loisirs. Madame. Immobilier. Emploi. Pratique.

INDEX

Rechercher...

OK

Les flux RSS du Figaro.fr